

24 janvier, grève nationale unitaire

Trop c'est trop !

Les fédérations de l'Éducation Nationale et 6 fédérations de la Fonction Publique appellent à une nouvelle grève nationale unitaire le 24 janvier.

Contraint à négocier sur les salaires par la mobilisation de centaines de milliers de fonctionnaires qui ont manifesté et se sont mis massivement en grève le 20 novembre - plus de 56% dans le 2nd degré - le gouvernement continue de refuser tout rattrapage de notre pouvoir d'achat (-7% depuis 2000), toute revalorisation d'ensemble du point d'indice.

Dans le même temps, il poursuit et **amplifie** sa politique de casse de la Fonction Publique, de **démantèlement du 2nd degré** et ses **attaques contre notre métier et nos statuts** (cf. encadrés ci-contre).

Bien qu'il faille attendre la réunion du CTPA - reportée au 10 janvier - pour en connaître le nombre exact (environ 140 suppressions pour 420 élèves en plus), on sait déjà que les lycées et les collèges de notre académie subiront une **nouvelle vague de suppressions de postes** à la prochaine rentrée, qui vont aggraver encore une situation déjà difficile dans la plupart des établissements, et les retards persistants (taux de scolarisation, mais aussi dotations) dont souffre notre région.

Le 24 janvier, toute notre profession doit se mobiliser, se mettre massivement **en grève**, participer aux **manifestations**, s'adresser partout aux **parents**, à l'**opinion publique**, dénoncer une politique éducative qui sacrifie nos élèves, détruit notre système éducatif, met en place une école à plusieurs vitesses et un enseignement au rabais.

Toute la profession doit se mobiliser pour **défendre notre métier, nos statuts, nos carrières, nos salaires et nos retraites**.

Ensemble, soyons plus nombreux et plus forts encore que le 20 novembre.

Exigeons une autre politique pour l'Éducation Nationale et pour ses personnels, pour la jeunesse de notre pays.

Exigeons une autre politique pour la Fonction Publique et pour ses agents, la revalorisation de nos salaires et de notre métier, le respect de notre statut.

B. DUFFOURG

2nd degré

Hémorragie programmée !

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), le gouvernement a chiffré ses objectifs : **supprimer**, de 2009 à 2012, **20000 postes par an dans l'Éducation Nationale, essentiellement dans le 2nd degré** - 35 à 40000 dans la Fonction Publique.

Comme compte-t-il supprimer 80000 emplois en 4 ans ?

Le bac pro en 3 ans : « gain » de 10000 emplois. **Réduire les horaires élèves d'une heure en collège** : 7000 emplois. Et **de 25% en lycée** : 25000 emplois. **Imposer 3 heures sup** à chaque enseignant : 30000 emplois. **Transfert des Copsy aux régions** : 4500 emplois.

Vous vous dites peut-être que c'est trop gros, qu'ils n'oseraient pas ? Une simple addition vous convaincra qu'il n'en est rien !

Comité Pochard

Notre métier et nos statuts en ligne de mire

Une partie des projets pour « financer » les 80000 suppressions de postes visent notre métier. C'est la tâche confiée au comité Pochard, dont les propositions convergent - par un heureux hasard - avec celles du ministère : accroître **l'autonomie des établissements**, y compris le **recrutement** des personnels (sur profil !); **redéfinir les services** des enseignants et les **annualiser**, leur imposer **d'autres missions** (par exemple l'orientation), **augmenter le temps de présence dans les établissements** (pour pallier aux suppressions massives d'emplois de vie scolaire ?); réformer **l'évaluation** des enseignants en la liant aux résultats de leurs élèves; mettre en place des **hiérarchies intermédiaires** contrôlant l'activité des personnels; différencier nos métiers entre collège et en lycée, ce qui aurait de lourdes conséquences : **services, bivalence, droit à mutation**.

Ne nous y trompons pas ! Ce n'est pas un simple rapport de plus, destiné à finir dans un tiroir, mais bien un dispositif destiné à **remettre en cause notre métier et à casser nos statuts**.